



Immigration sous contrôle, 2014

[avenir-suisse.ch/fr/36655/](http://avenir-suisse.ch/fr/36655/)



La Suisse attire – Les atouts de la Suisse dans la compétition globale, 2011

[avenir-suisse.ch/fr/5394/](http://avenir-suisse.ch/fr/5394/)



Die neue Zuwanderung – Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst, 2008

[avenir-suisse.ch/358](http://avenir-suisse.ch/358)  
(ouvrage uniquement en allemand)

## La Suisse : un pays d'immigration

La migration est le résultat de deux facteurs : l'attraction du pays de destination et l'appui du pays d'origine. L'immigration sur le marché du travail suisse est aujourd'hui principalement favorisée par le premier facteur. Notre pays, situé au centre du continent, agit à bien des égards comme un aimant sur la main-d'œuvre jeune et mobile. Etant donné que les langues des grands pays voisins sont des langues nationales de la Suisse, il n'y a guère d'obstacles ; le système économique relativement libéral et un marché du travail ouvert permettent aux talents motivés de proposer leurs compétences sans obstacles bureaucratiques ; le pouvoir d'achat lié au niveau des salaires figure en tête au niveau mondial. Le manque de main-d'œuvre spécialisée reflète le succès économique d'un petit Etat avec une base démographique limitée, mais également un modèle économique qui mise plutôt sur une croissance horizontale (immigration) que verticale (gains de productivité et potentiel de main-d'œuvre du pays).

### Scepticisme face à l'utilité de l'immigration

Entre 1995 et fin 2015, près de 3 millions de personnes<sup>1</sup> ont immigré en Suisse et près de 2 millions ont quitté le pays. Avec un solde migratoire de 1 089 000 de personnes étrangères, la Suisse est – même en chiffres absolus – l'un des principaux pays d'immigration en Europe. Près de la moitié de sa population a un parent né à l'étranger. Le pays a été en mesure d'intégrer différentes vagues d'immigrés sans ghettoïsation ou formation de sociétés parallèles ; avec 27 %, la part d'étrangers parmi la population active est presque aussi haute que la part de la population née à l'étranger (28 %).

Malgré ces succès, la migration est considérée par une part croissante de la société comme une menace. Les raisons vont de la « peur d'être envahis par les étrangers » et du souci de perdre son identité culturelle au scepticisme à l'égard de la croissance, à des réflexions écologiques et à la crainte de la poursuite du mitage du paysage. A cela s'ajoute que d'ici à 2035, la nature de la migration vers la Suisse va changer. La part de réfugiés fuyant les conflits et l'absence de perspectives augmentera par rapport à celle de l'immigration hautement qualifiée provenant d'Europe. Deux raisons à cela : la croissance démographique en Afrique et dans le Proche-Orient d'une part ; une intensification de la « guerre des talents » d'autre part. Dans les sociétés occidentales vieillissantes les jeunes se feront plus rares, ce qui poussera les pays de destination concernés à faire davantage d'efforts pour être attractifs.

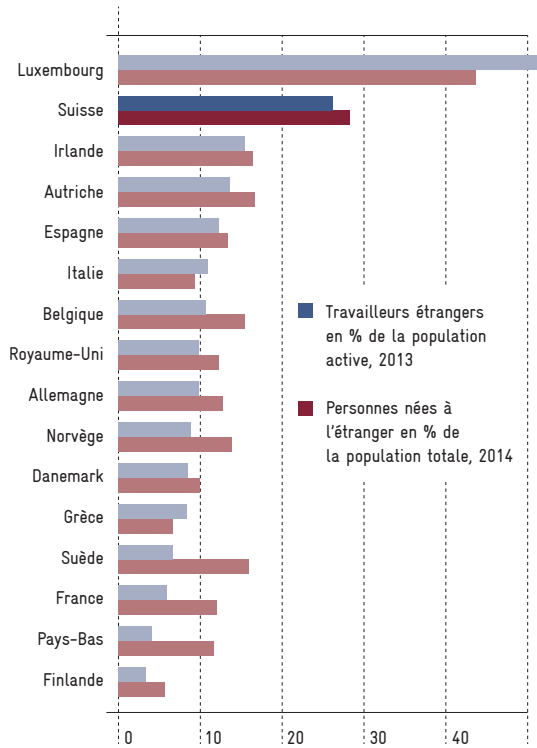
### Une stratégie prospective plutôt que le repli

La Suisse a deux options. Elle peut limiter l'immigration tous types confondus et revenir à un contrôle strict. Mais, le degré de participation actuel au marché intérieur de l'UE ne pourrait pas être maintenu avec un tel contrôle autonome de l'immigration, même si l'UE devait assouplir le principe de la libre circulation des personnes. Et la pénurie de main-d'œuvre ainsi créée mènerait, en raison d'une croissance économique plus faible, à une perte de prospérité qui frapperait principalement les citoyens nationaux de faible et moyenne qualification.

La Suisse peut aussi choisir une stratégie explicite qui va de l'avant et considère la migration comme une chance. Pour cela, l'infrastructure doit être développée, mais surtout mieux gérée (p. ex. par le biais du Mobility Pricing). Il faut répondre à la question du gaspillage du sol en densifiant davantage les zones et les centres urbains. La réglementation croissante d'un marché du travail moins qualifié avec des salaires minimum et des obligations doit être stoppée, car elle entrave l'intégration au sein du marché du travail. L'apprentissage s'est révélé être un fort outil d'intégration par le passé, car il allie formation et socialisation. Il devrait être utilisé – avec les adaptations nécessaires – pour intégrer les prochaines vagues d'immigrants dotés de qualifications professionnelles modestes dans la société suisse. Dans le même temps, il faut exiger que les migrants qui proviennent d'autres cultures fassent preuve d'une capacité d'adaptation. *LR*

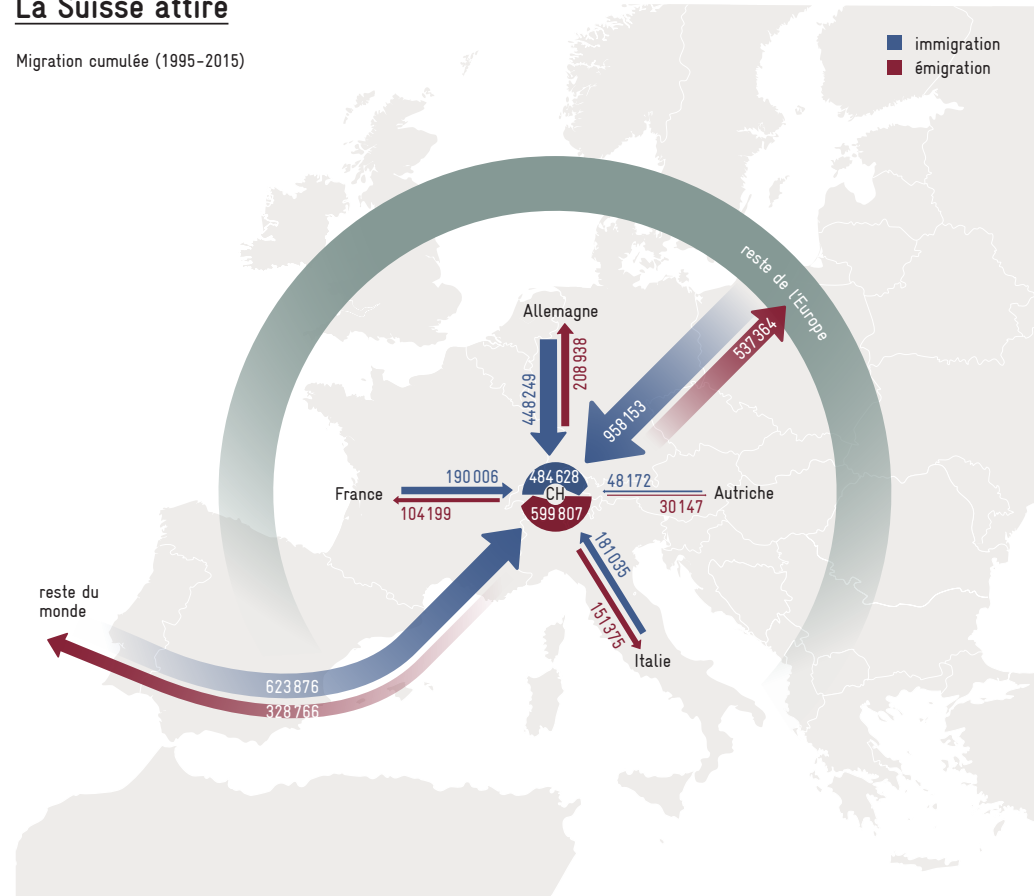
## Main-d'œuvre étrangère importante

Sources : Eurostat, OCDE



## La Suisse attire

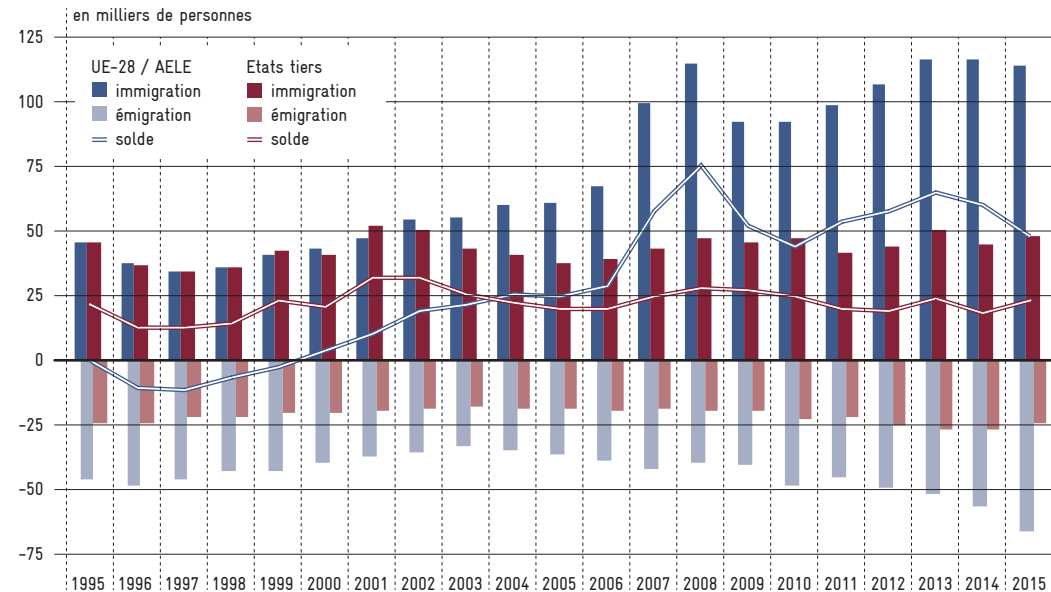
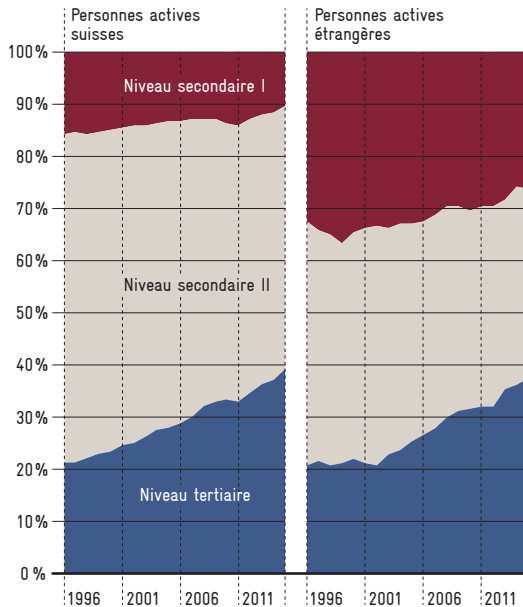
Migration cumulée (1995-2015)



Sources : OFS, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)

## Le niveau de formation a augmenté

Source: OFS



Sources : OFS, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)

Date	Événement	Statut
1995 - 2	Votation 464. Bilatérales I (Libre circulation des personnes). Référendum	fac. ✓
05.06.2005	Votation 517. Bilatérales II. Référendum	fac. ✓
25.09.2005	Votation 519. Extension de l'accord sur la LCP. Référendum	fac. ✓
24.09.2006	Votations 524, 525. Loi sur les étrangers. Référendum	fac. ✓
08.02.2009	Votation 540. Reconduction de l'accord sur la LCP. Référendum	fac. ✓
28.11.2010	Votation 552. Pour le renvoi des étrangers criminels. Initiative populaire	laire. ✓
09.02.2014	Votation 580: Contre l'immigration de masse. Initiative populaire	populaire. ✓
30.11.2014	Votation 588. Ecopop. Initiative populaire	populaire. ✗
28.02.2016	Votation 597. Initiative de mise en oeuvre	✗
2016		